

UNE MULTICULTURE URBAINE

Éric Corijn et Fatima Zibouh

Lorsqu'on se balade dans la capitale, il suffit d'ouvrir les yeux : Bruxelles est une ville « superdiverse¹ ». Elle l'est par la démographie et la géographie sociale, par les religions et les langues pratiquées. Les migrations successives, puis la cohabitation entre communautés linguistiques, ethniques ou religieuses contribuent à la mixité et au métissage de Bruxelles.

Plus d'un Bruxellois sur trois n'a pas la nationalité belge. 72 % des Bruxellois n'ont pas d'origines culturelles belgo-belges. Pour l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, 2015), Bruxelles est la deuxième ville la plus cosmopolite au monde et la première en Europe. Cette caractéristique est destinée à s'amplifier, étant donné qu'actuellement plus d'un Bruxellois sur deux n'est même pas né belge (56 % en 2016).

1 Très utilisé en néerlandais, le concept de « superdiversité » commence à émerger en français. La superdiversité est une diversité « au carré ». Elle intègre le fait que les communautés ethnoculturelles ne sont pas monolithiques et qu'il y a donc de la diversité à l'intérieur de la diversité.

D'où la question qui traverse cette contribution : comment faire unité avec une telle diversité, comment penser la cohésion sociale dans une ville marquée par la fragmentation et la ségrégation ? Comment éviter la polarisation entre néerlandophones et francophones, autochtones et migrants, laïques et chrétiens ou musulmans... Des tensions ravivées lors des échéances électorales par des partis politiques qui vivent de la polarisation et n'hésitent pas à en placer le curseur aux limites du racisme et de la xénophobie. Comment sortir de cette impasse ?

L'ENJEU DU DÉBAT CULTUREL ET IDENTITAIRE

Dans le développement de toute société, l'enjeu culturel est plus central qu'on ne l'imagine souvent. C'est le groupe politiquement et culturellement dominant qui définit seul le cadre normatif et la philosophie politique de ce que doit être LA culture en imposant son hégémonie culturelle. Rares sont les espaces de discussion collective où pourrait se dessiner une culture bruxelloise intercommunautaire ou transculturelle.

Sans doute, cela tient-il au fait que la notion de culture est particulièrement complexe. D'une part, il s'agit d'un ensemble de valeurs, d'attitudes et de positions communes aux membres d'un groupe (communauté, ville, pays, continent...), qui le distinguent d'autres groupes. D'autre part, le terme sert aussi à se différencier au sein du groupe, selon qu'on dispose d'un capital culturel ou scolaire élevé ou pas, qu'on adopte les codes de la culture dominante ou plutôt de *l'underground*, qu'on s'inscrit

dans une culture élitiste ou populaire... Posons ici qu'il n'y a pas de cultures inférieures ou supérieures, toute culture *mainstream* étant à l'origine une sous-culture qui se sera généralisée à l'aide d'instruments de pouvoir. L'universel ou le général n'existent donc pas *a priori*. Ils sont le produit d'une volonté de «faire société» et ne s'imposent qu'au terme d'un long processus que nous appelons «socialisation».

Un rapide détour historique par le XIX^e siècle permet de mieux comprendre la singularité culturelle de Bruxelles. À cette époque, la nation est un peuple unifié, possédant des caractéristiques culturelles communes, constitué par un lien fort qui transcende presque toutes les contradictions internes. C'est ainsi que le peuple allemand aurait, selon le penseur Von Herder, une identité forte où le *Volksggeist* («esprit» ou «génie du peuple») le distinguerait de toutes les autres nations. De son côté, la France procède à son unification culturelle à partir d'un enseignement centralisé, avec une volonté d'éradication des langues régionales et des différences culturelles. La démocratie politique s'organise au sein d'États-nations marqués par l'homogénéité culturelle, tandis que la diplomatie internationale est chargée de régler les rapports entre pays de cultures différentes.

La Belgique, née des développements postnapoléoniens, n'a pas réussi à devenir un véritable État-nation selon ce schéma. Après la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815 et le congrès de Vienne sous la houlette des empires absolutistes d'Europe, des territoires alors français ont été réunifiés avec la Hollande comme à l'époque

des 17 provinces des Pays-Bas espagnols. Cette union ne dura que quinze ans et son échec déboucha en 1830 sur la naissance de la Belgique.

La nouvelle nation devait se construire sur des bases francophones et chrétiennes, sous le contrôle de l'Empire britannique alors au centre du système-monde. Projet impossible, avec une majorité de la population parlant une autre langue. La question linguistique mal gérée a conduit vers une lutte linguistique, puis culturelle, puis économique et finalement nationale... L'histoire est connue et a débouché, après six réformes de l'État, sur cette construction fédérale avec trois Communautés et trois Régions.

L'origine de la Région de Bruxelles-Capitale s'inscrit dans cette histoire chaotique aboutissant à un territoire exigu, avec 19 communes à part entière disposant d'une autonomie forte. À cela s'ajoutent deux Communautés linguistiques propres, en charge de la politique culturelle dans une ville caractérisée par la multiculturalité. Deux systèmes scolaires (eux-mêmes subdivisés en plusieurs réseaux), deux politiques artistiques, deux philosophies politiques et sociales... Des clivages qui se superposent avec des orientations complètement différentes qui tournent le dos à tout projet commun pour Bruxelles.

BRICOLAGE

Par conséquent, la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas, comme l'ont toutes les villes, et *a fortiori* les capitales, de politique culturelle propre. Les secteurs artistiques et

les travailleurs culturels ont donc dû s'en accommoder et prendre des initiatives sans peur du bricolage pour répondre aux réalités sociologiques de la Ville-Région. Heureusement, les Bruxellois ont une longue habitude d'adaptation aux divers systèmes de gestion imposés de l'extérieur.

Ils l'ont fait une fois de plus, en forgeant une culture bâtarde résultant de la rencontre exceptionnelle entre une culture latine et une culture germanique. Une culture faite d'autodérision et d'ironie, de surréalisme, d'un parler bruxellois, d'une certaine simplicité et d'une bonhomie qui contrastent avec le qualificatif de *dikkenek*, souvent attribué aux Bruxellois comme aux habitants de la plupart des capitales. Sans cela, pas de Béjart, de Neuhaus, de Bernheim, de Vaxelaire, d'Hadja Lahbib, de Zinneke Parade. Sans cela, ni Brel ni Stromae ni Zap Mama.

DES INSTITUTIONS INADAPTÉES

Le décalage entre la politique bruxelloise et la population bruxelloise ne cesse de se creuser. Tandis que les institutions penchent dans une certaine direction, la société évolue dans un autre sens. À Bruxelles, la culture est régie par la Fédération Wallonie-Bruxelles et par la Communauté flamande. Ces institutions pensent la culture à Bruxelles comme à Arlon (côté francophone) ou à Maasmechelen (côté flamand). Cela ne peut convenir à cette ville tellement spécifique où cohabitent des nouveaux Bruxellois venus bien sûr de Flandre et de Wallonie, mais surtout issus des différentes vagues migratoires

anciennes ou nouvelles, sans compter les « expats » venus travailler pour les institutions européennes ou internationales.

De ce brassage émerge une « bruxellitude » spécifique qui dessine les contours d'une identité bruxelloise. Le dénominateur commun en est l'attachement à Bruxelles qui constitue le ciment d'une cohésion sociale en construction pas à pas. D'où l'importance du local, de la communauté urbaine comme lieu de la toute première solidarité. Quelles que soient leurs appartenances culturelles, les individus ont besoin de chaleur, de nourriture, de sécurité, d'un environnement de qualité, de services de santé. Cette solidarité doit être nourrie par un imaginaire autour d'un projet partagé et d'une fierté commune.

De telles évolutions sociologiques, démographiques et culturelles se retrouvent dans toutes les grandes villes. Mais, à Bruxelles, cette évolution n'est pas accompagnée par les autorités publiques au sein d'une Région dont les politiques culturelles restent pilotées par des institutions monolingues et monoculturelles, en total décalage avec les dynamiques urbaines qui opèrent sur son territoire.

Il est devenu de plus en plus difficile de définir ce qui est « typiquement » flamand, français ou allemand... à moins de se satisfaire de stéréotypes. Seuls quelques nationalistes rabiques continuent à s'accrocher à l'idée originelle de l'État-nation chimiquement pur. Ces évolutions se marquent surtout dans les grandes villes qui

sont à l'avant-garde des nouvelles formes de mixité et d'hybridité culturelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles les nationalistes sont mal à l'aise avec les nouvelles réalités urbaines et qu'ils ont tant de réticence à imaginer un nouveau destin culturel qui inclurait les personnes issues de la diversité bruxelloise et les narrations dont elles sont porteuses.

ANALYSER LA CULTURE ET LES CULTURES

Ce qu'on nomme « culture » contient différents niveaux de compréhension. Au premier niveau, elle constitue le fondement de nos pratiques sociales quotidiennes et se manifeste dans nos interactions avec l'autre, comme par la manière de se saluer, de s'habiller ou de se mouvoir dans l'espace public. Ces codes culturels varient selon que l'on se trouve dans des groupes particuliers ou dans des espaces plus mixtes.

Au second niveau de compréhension, ces pratiques culturelles constituent le substrat de l'inspiration d'artistes, de journalistes, de médias... Chaque culture ou sous-culture a ses objets, ses références, ses images et ses représentations, ainsi que ses lieux. C'est par ce biais que le capital culturel varie selon qu'on est issu des classes moyennes ou des couches populaires. C'est ici qu'opèrent les inégalités et les exclusions culturelles.

Celles-ci viennent redoubler les inégalités et les exclusions à base socioéconomique. La population bruxelloise connaît d'importantes fractures culturelles qui sont aggravées faute de reconnaissance explicite par les ins-

titutions officielles des expressions culturelles et artistiques des minorités, qui pourtant jouent un rôle majeur dans la redéfinition des cultures urbaines bruxelloises. Plus précisément, les minorités ne disposent d'aucune autonomie culturelle et doivent donc s'exprimer à l'intérieur du prisme flamand ou du prisme francophone. Or, les deux Communautés n'ont pas la même approche de la diversité culturelle. La Communauté flamande le reconnaît tandis que la Communauté française, majoritaire, entretient l'imaginaire de la « ville francophone » en mettant l'accent sur les services aux citoyens individuels sans tenir compte de leurs appartenances culturelles et en ignorant les médiations communautaires. Non seulement ces deux Communautés ne travaillent pas ensemble à la construction d'une possible culture bruxelloise interculturelle, mais elles se tournent franchement le dos.

Au troisième niveau, on trouve une conception idéale et universalisante de la culture, celle qui définit par le haut les valeurs, les normes et les comportements que le groupe dominant souhaite transmettre et qui doit orienter les institutions culturelles et, à travers elles, toute la société. Les décrets, les subsides, la formation des élites, le sponsoring jouent ici un rôle dans la formation et le développement de ce qui est défini comme la culture légitime, au détriment d'autres formes culturelles qui sont parfois méprisées.

Dans le modèle traditionnel de l'État-nation, ces formes culturelles minoritaires ont été écrasées par le rouleau compresseur de l'assimilation culturelle. Mais dans les

villes contemporaines – y compris dans les grandes métropoles historiques : Paris, Londres, Berlin, Rome... –, ce modèle est battu en brèche par la mondialisation. Une ville moderne ne peut plus uniquement se construire sur un passé commun inexistant, mais elle doit se projeter vers l'avenir à partir du présent. La culture urbaine échappe à toute identité figée, elle est hybride et bricolée. L'urbanité ne se base pas sur un territoire fixe, mais plutôt sur des réseaux et des interactions. Par conséquent, en ville, la socialisation ne saurait être conduite par une seule communauté, fût-elle la communauté historique, mais par plusieurs. L'interaction entre les individus et les différents groupes est indispensable pour la redéfinition des cultures urbaines.

UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Bruxelles franchit un degré supplémentaire dans la complexité. Dans les grandes villes, la communauté nationale historique échoue à contenir le foisonnement culturel. Mais à Bruxelles, il n'y a pas une communauté nationale, il y en a deux. Bruxelles combine l'abus d'autorité propre à toutes les cultures nationales qui veulent réduire l'hybride, et la faiblesse de ne pas disposer de compétences culturelles au niveau de l'autorité régionale, ce qui la rend encore plus incapable qu'ailleurs de penser la construction d'une culture urbaine susceptible de créer de l'unité dans la diversité.

Une telle unité ne peut exister qu'à la seule condition qu'aucune communauté ethnoculturelle – et ceci vaut aussi pour les communautés nationales instituées – n'ait

la prétention de fournir tout le matériel symbolique et imaginaire nécessaire pour faire société.

Dans cette société, chaque personne, chaque groupe doit pouvoir trouver sa place : c'est le projet de la « citoyenneté inclusive » qui est le contraire d'une juxtaposition de communautarismes qui se tourneraient le dos. De ce point de vue, la juxtaposition étanche d'une Communauté française et d'une Communauté flamande donne le pire exemple possible.

Plusieurs études montrent que la reconnaissance des spécificités culturelles a pour conséquence une meilleure intégration, une plus grande inclusion de ces groupes dans la société. Dès lors, le renforcement de la cohésion sociale passe par la reconnaissance des différentes expressions culturelles, dont le dénominateur commun sera l'attachement à un projet bruxellois solidaire et inclusif.

C'est le principal défi de Bruxelles en matière culturelle. Une ville très diverse, très mélangée, qui aspire à être non seulement la capitale de la Belgique mais aussi de l'Europe, mais ne se donne pas les moyens de construire un imaginaire qui puisse la projeter vers un futur multiculturel, transculturel, ouvert à toutes les différences.

UN DÉFI POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans la société civile bruxelloise, il y a un grand dynamisme et une grande volonté de dépasser ces barrières culturelles et linguistiques. Lors de la préparation de Bruxelles 2000, ces volontés ont été confrontées à la segmentation communautaire de la Belgique. Le sec-

teur s'est donc organisé de façon autonome en créant le Brussels KunstenOverleg (BKO) et le Réseau des arts de Bruxelles (RAB). C'est dans ces réseaux qu'un pacte culturel fut conclu entre les principaux acteurs du secteur, bien avant que les politiques n'en saisissent l'urgence. Cette démarche a permis d'élaborer un Plan culturel pour Bruxelles en 2009 et, dans ce cadre, de multiples collaborations ont été initiées permettant de dépasser non seulement les clivages mais aussi de penser un projet commun pour Bruxelles.

Cependant, tant que les institutions, les structures, les financements et les décrets qui régissent les matières culturelles continuent à être scindés à Bruxelles, il sera impossible d'aller très loin dans l'élaboration d'une culture urbaine qui transcende les clivages actuels. Une vraie société urbaine interculturelle doit se donner les moyens des défis et des laboratoires nécessaires. Il s'agit de créer des lieux et des institutions permettant les échanges et les rencontres, au-delà des clivages entre francophones et néerlandophones : écoles, bibliothèques, centres culturels, théâtres, universités, médias... tout est actuellement séparé. Il n'y a pas une seule véritable institution bruxelloise ! Oui, il y a des projets transversaux comme la Zinneke Parade, le KunstenFestivalDesArts ou encore le Flagey et des initiatives comme MetX, mais le fait que depuis des décennies nous en restons à ces exemples en dit long sur la réalité actuelle.

Dans cet apartheid communautaire, les cultures des Bruxellois-es issu-e-s des différentes vagues migratoires

restent encore très marginalisées. Bruxelles n'a pas son grand festival interculturel ou européen, la Région n'est pas dotée de programmation d'été métropolitaine, n'a pas de grands projets cosmopolites, ni même un espace ou un musée consacré à son histoire, en incluant la mémoire de celles et ceux qui, à travers les différentes vagues migratoires, ont contribué à la reconstruction de Bruxelles...

POUR UN TOURNANT CULTUREL

Avec près des trois-quarts des Bruxellois sans référence belgo-belge, il est quand même évident que les deux Communautés nationales monolingues ne suffisent plus pour offrir une socialisation crédible. Nous devons réfléchir aux conditions d'une politique à même de répondre aux besoins culturels de toute la population et de développer en même temps les bases d'une vraie convivialité.

Trois changements de paradigme sont nécessaires.

Premièrement : la reconnaissance de la superdiversité urbaine et donc plus précisément la reconnaissance de la richesse et de la plus-value de ces différentes cultures qui coexistent dans un même espace urbain. La diversité doit être mieux promue, les cultures doivent être plus valorisées. Chacun·e a le droit de choisir son identité et celle-ci doit être prise en considération par les politiques culturelles, à la condition que cette identité soit ouverte sur l'autre et qu'elle n'enferme pas les individus dans des espaces d'entre-soi.

Une fois ces identités reconnues, il faut les faire conver-

ger vers un dénominateur commun qui est l'identité urbaine bruxelloise. Elle est ce qui lie tous les habitants partageant un même territoire et qui permet de tracer un horizon commun. Pour cela, il faut développer les espaces interculturels, les rencontres, les interfaces. Deux tiers de nos ménages sont multilingues. Ils constituent une large base pour cultiver cette mixité, cette hybridité. Reconnaître la multiculturalité irréductible de Bruxelles ne suffit pas. Nous devons donc aller à la recherche de cette expression bruxelloise qui peut convenir à tout le monde, qui peut unifier des différences et qui peut surtout donner lieu à toutes ces innovations et créations artistiques qui ne peuvent voir le jour ailleurs qu'à Bruxelles. Nous devons développer ce cosmopolitisme.

Enfin, la société urbaine ne se base pas sur une seule culture, ni même sur une seule expression culturelle. Elle est aussi le produit d'un savoir-vivre, situé au-delà de l'identité culturelle, fait de règles de conduite, d'attitudes, de visions et de projets qui rassemblent les différentes communautés. La socialisation et l'éducation de la société ne sont pas seulement culturelles au sens étroit du terme, elles constituent surtout une base commune pour une citoyenneté partagée, dans un projet de ville inclusif.

Ces trois changements, d'une ville bicommunautaire à une ville multiculturelle, d'une ville belgo-belge à une ville-monde avec un cosmopolitisme bruxellois, et d'une ville divisée à une ville avec un projet citoyen partagé, nécessitent leurs propres programmes, finances et opérateurs. Cette philosophie doit être au fondement d'une

nouvelle politique culturelle de la Région, encore plus proche de ses habitants.

HORIZON 2030

Si les politiques envisagent sérieusement de présenter la candidature de Bruxelles en tant que capitale culturelle de l'Europe en 2030, s'ils veulent faire de cette candidature un levier du développement urbain, ils devraient aussi être prêts à remettre les cultures, l'imaginaire collectif et la réflexion sur le destin commun de notre Région sur la table des discussions. Ils devraient aussi accepter les innovations, les nouvelles initiatives transversales, et cela dans tous les domaines.

Il est grand temps de développer une véritable politique culturelle à Bruxelles. Elle n'existe pas et reste donc tributaire de multiples acteurs de toute nature qui opèrent de façon anarchique, ce qui ne fait qu'accentuer les différences et les particularités. Cela ne sert que ceux qui veulent diviser et polariser la ville, et c'est bien loin des préoccupations des Bruxellois-es. Pour changer de cap, il faudrait rien moins qu'une révolution culturelle. Il est plus que temps... ■